

## REFERENCE

Le plus récent prononcement du magistère sur la « révolution progressive » est l'encyclique *Populorum progressio*, en ses paragraphes 30 et 31 :

30 — « Il est certes des situations dont l'injustice cria vers le ciel. Quand des populations entières, dépourvues du nécessaire, vivent dans une déshérence telle qu'elle leur interdit toute initiative et responsabilité, toute possibilité aussi de promotion culturelle et de participation à la vie sociale et politique, grande est la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine. »

31 — « On le voit pourtant : l'insurrection révolutionnaire — sauf le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays — engendre de nouvelles injustices, introduit de nouveaux déséquilibres, et provoque de nouvelles ruines. On ne saurait combattre un mal réel au prix d'un plus grand malheur. »

Dans le commentaire qu'ils proposent de ce texte (1), les jésuites de l'Action papulaire écrivent :

« Paul VI a voulu éliminer au moins certaines des ambiguïtés qui pouvaient résulter d'une phrase de Jean XXIII — appuyée sur un propos de Pie XII — dans *Pacem in terris* [n° 162...]. On avait lu dans ces lignes la condamnation de toute violence révolutionnaire, quelles que soient les situations [...] La mise en garde [de Paul VI] au sujet de l'insurrection révolutionnaire est elle-même affectée de précisions, classiques assurément dans l'enseignement catholique traditionnel, mais parfois passées sous silence. Le pape fait lui-même, dans une incise, aux formules de *Gaudium et Spes* sur le droit de résistance : « Si l'autorité publique, déformant sa compétence, opprime les citoyens, que ceux-ci ne refusent pas ce qui est objectivement requis par le bien commun ; mais qu'il leur soit cependant permis de défendre leurs droits et ceux de leurs concitoyens contre les abus du pouvoir, en respectant les limites tracées par la loi naturelle et la loi évangélique. » Paul VI est toutefois un peu plus explicite que le concile : les termes employés par le pape impliquent que la défense légitime des droits peut aussi porter le nom d'« insurrection révolutionnaire ».

« Nuances importantes par rapport à des formules courantes dans l'Eglise (y compris celle de *Pacem in terris*, repoussée à l'instant). Il ne faudrait cependant pas, à l'inverse, déformer la pensée de Paul VI. Son sentiment est bien celui-ci : ce n'est pas par la violence qu'on construit ; ce n'est pas non plus en se croisant les bras. « La situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues. » (n° 32)

(1) *Populorum progressio*, introduction et commentaires par l'Action papulaire, Ed Snes, Paris

## Paix, justice et violence :

*Informations catholiques internationales*

20302, 15.12.1967.

# Deux Brésiliens témoignent

Il est de vieille et sainte tradition qu'à l'approche de Noël l'esprit et le cœur des chrétiens se mettent plus particulièrement à l'écoute des pauvres. C'est dans cet esprit qu'il faut lire le « dossier » ci-après, que les circonstances nous proposent.

Il s'agit du double témoignage de deux hommes forts différents d'âge, de condition, d'expérience, mais qui ont en commun d'être également attentifs et disponibles aux exigences actuelles de la justice. Ils sont l'un et l'autre Brésiliens. L'un et l'autre, ils vivent au cœur d'un monde où le claquement des mitraillettes le dispute au blort des anges de la paix pour éveiller les pauvres à la conscience de leur dignité. Fidel Castro, Che Guevara, Camilo Torres, Régis Debray : ces « héros » dont nous parlent le Dr Amoroso Lima et Dom Fragozo sont là, dans la nuit, comme autant d'étoiles dans le ciel des pauvres.

Peut-être ces étoiles reflètent-elles un peu de la lumière de celle qui, en passant par Bethléem et la Croix, mène à la Résurrection ?...

Ces témoignages n'épuisent pas le débat sur la violence. Ils n'y prétendent pas. Au mieux, ils en éclairent quelques aspects.

Quant à nous, si nous prêtons l'oreille à ces voix qui nous viennent du Brésil, c'est sans doute que nous y retrouvons l'expression d'un double sentiment. Le premier est que, dans une large mesure, la violence ne se choisit pas, ne se veut ou ne se refuse pas : elle s'impose, elle est multiforme. C'est une aberration de n'appeler violence que celle qui essaie de briser les contraintes de la violence établie. Le deuxième est que la conscience chrétienne, aujourd'hui comme hier, abomine la violence, toute violence, qu'elle serve l'oppression ou la libération. L'horreur d'une violence ne nous incline pas à en aimer une autre. Nous ne faisons pas et nous ne ferons pas l'apologie ni l'éloge d'aucune violence.

## Le Dr Alceu AMOROSO LIMA

« **L**E plus jeune des vieillards brésiliens » est aussi le membre le plus âgé de la plus jeune des institutions ecclésiastiques : la commission pontificale pour la Justice et la Paix.

Le Dr Alceu Amoroso Lima a soixante-quatorze ans. Il venait d'assister, à Rome, à la deuxième assemblée plénière de cette commission Justice et Paix. Comme il passait par Paris, nous l'avons interviewé. Pendant près de deux heures, il a répondu à nos questions : ses mains et son regard étaient aussi éloquents que ses paroles.

Auteur d'une quarantaine d'ouvrages, récemment élu au siège d'associé étranger à l'Académie des sciences morales et politiques de France, le Dr Amoroso Lima, ancien avocat et ancien professeur de littérature, appartient à une génération brésilienne qu'une certaine passion dilettante des idées généreuses entraîna loin de la foi de son baptême. Mais lui, il devait revenir à cette foi et à l'Eglise, en 1928, notamment sous l'influence de Jacques Maritain, quand il comprit « qu'on peut avoir des idées libérales et radicales tout en étant chrétien et catholique ».

Il s'engage dès lors dans l'Action catholique, qu'il présidera, dans la « Ligue électorale catholique » du cardinal Lemi, dans ce foyer du catholicisme social qu'est le « Centre Dom Vital » qu'il présidera également jusqu'à ces tout derniers temps, dans la Démocratie chrétienne avec le « Mouvement de Montevideo ». Une vie bien remplie.



La « révolution » de 1964, qui a divisé le catholicisme brésilien, a comme accéléré la « conversion de droite à gauche » que le Dr Amoroso Lima nous a confessée : « C'était tout ce que j'abominais : la droite institutionnalisée, la ploutocratie, les chrétiens intégristes, les classes possédantes, la haute finance... J'ai senti que le militarisme menait à la terreur, à l'Etat policier ; j'ai pris des positions qui ont scandalisé beaucoup de gens, et je continue... »

## UN TIERS CHEMIN POUR LE TIERS-MONDE ?

— Monsieur Amoroso Lima, nous avons fait écho, dans notre dernier numéro, à un article de vous, paru dans le *Jornal do Brasil*, où vous faites l'éloge, comme de « héros et de saints », de Camilo Torres, « Che » Guevara et Régis Debray. Nous en avons rendu compte d'après les extraits donnés par les agences, car nous ne l'avons pas eu intégralement. Pourriez-vous exposer la substance et le sens de l'ensemble de votre article ?

— J'ai écrit deux articles sur ce sujet. C'était très peu de temps avant mon départ pour Rome. Je les ai donc écrits un peu rapidement, mais j'ai essayé de mettre l'accent sur ce que je crois être le problème essentiel au Brésil et en Amérique latine en général.

» Dans le Tiers Monde, et surtout en Amérique latine, nous sommes pris entre deux extrêmes qui sont

aussi deux violences : le militarisme et la guérilla ; autrement dit, l'extrême-droite et l'extrême-gauche, qui l'une et l'autre croient que les moyens violents peuvent sauvegarder l'ordre ou servir le progrès social.

» Notre génération est en partie responsable de cette situation. Nous avons cherché, depuis quarante ans, à réaliser une transformation des structures en profondeur, mais par des moyens légaux, rationnels, intelligents, spirituels si on peut dire. Nous avons beaucoup parlé, nous avons fait beaucoup de projets, mais nous étions trop prudents, incapables peut-être... Alors, l'histoire s'est faite en dehors de nous.

» La jeune génération, toujours très pressée, bien plus active, plus impatiente, que la nôtre, nous a dépassés. Déçue par notre ineffi-

cacité, elle a voulu passer à l'action. Négligeant notre expérience historique, les jeunes se sont lancés dans des transformations et des réformes anarchiques, sans réfléchir, sans préparation.

» La réaction ne s'est pas fait attendre : ce fut la « révolution » de 64. Le fossé s'est creusé. D'un côté les réactionnaires et les conservateurs se sont durcis, et l'armée, qui s'est rangée avec les forces établies, a pris en main cette « révolution » : c'est alors que le militarisme a surgi. De l'autre côté, toutes ces jeunes forces dynamiques, écrasées par le bloc de plus en plus monolithique de la réaction, n'ont plus vu d'espoir que dans l'action anarchique des groupes de gauche et du travailisme montant, pour s'opposer à l'ordre établi. C'est de cette action anarchique que se sont détachés

les figures de héros et de saint : le « héros » symbolisé par des civils comme « Che » Guevara, le « saint » symbolisé par de jeunes religieux ou prêtres, comme Camilo Torres.

— Vous parlez de deux extrémismes. Si vous n'acceptez ni l'un ni l'autre, quelle solution proposez-vous ?

— Toute une partie de ma génération, mais aussi une partie de la jeune génération, refuse la dialectique de la violence et opte pour une révolution non violente.

» Aussi grands que soient les témoignages personnels d'un Guevara ou d'un Torres, ils révèlent, à mon avis, l'inefficacité de la guérilla pour réaliser la transformation profonde d'un pays ou d'un continent sous-développé — du moins, son inefficacité immédiate — et cela pour deux raisons. D'abord, la guérilla renforce la réaction, voire les mesures de répression et de terreur des forces politiques conservatrices. Ensuite, elle incite ces forces conservatrices à imaginer et à entreprendre quelques réformes qui entraîneront, avec une certaine diminution de la misère, un affaiblissement du mouvement radical lui-même.

» Pour ma part, et je ne suis pas le seul, je pense qu'il faut chercher un troisième chemin, qui ne soit pas le chemin de la guérilla, encore moins celui de la défense, armée ou non, du *statu quo*. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe aujourd'hui en Grèce et dont tout le monde parle pour comprendre ce que nous avons vécu au Brésil après la « révolution » de 1964 : c'est l'Etat policier et le règne de la terreur...

» Il y a une troisième voie à trouver, un « tiers chemin » pour le Tiers Monde. Le tout est de mobiliser assez de jeunes qui soient à la fois suffisamment jeunes pour aller de l'avant et suffisamment sages dans leur vision historique pour comprendre que c'est par sa fidélité aux traditions de nos pays que l'Amérique latine pourra contribuer au développement du Tiers Monde.

» Cette tradition, précisément, je la retrouve dans le caractère personnel du témoignage d'hommes comme Debray, venu d'Europe, comme Guevara, sorti des classes libérales d'Argentine, comme Torres, jeune prêtre issu de l'oligarchie colombienne : c'est le « personnalisme », la primauté des hommes sur les institutions, qui caractérise notre civilisation latino-américaine, au contraire des Etats-

Unis, par exemple, où règne la primauté de l'institution sur l'homme.

» C'est pour cela que ces témoignages personnels, très différents, sont extrêmement importants, essentiels même, pour la révolution en Amérique latine. Loin d'être des témoignages perdus, leur sincérité et leur authenticité en font une semence qui portera ses fruits un jour. Contrairement à ceux qui prétendent qu'avec la mort de Torres et de Guevara et la condamnation de Debray, la révolution a les reins cassés, je soutiens, et je l'ai dit dans mon article, que ces défaites personnelles sont des victoires à long terme.

— Si j'ai bien compris, vous faites plutôt l'éloge des guerilleros qui savent mourir pour une cause juste, mais vous leur reprochez le recours à des méthodes violentes que vous condamnez. Ne portez-vous pas aussi un jugement sur leur référence, doctrinale ou de fait, au marxisme ?

— Non. Il y a des marxistes pour ou contre la violence, comme il y a des chrétiens pour ou contre elle. Je vous citerai cette réflexion d'un jeune garçon : « Nous ne sommes pas divisés entre marxistes et chrétiens, mais entre violents et non violents ».

— Ainsi, dans le jugement de valeur que vous portez sur ces guerilleros, il semble que leurs allégeances castristes ou maoïstes vous préoccupent moins que leur inefficacité politique...

— En Amérique latine nous sommes à la fois très spéculatifs et très pratiques. On parle beaucoup de marxisme, mais quand il s'agit de passer des paroles aux actes, on revient vite aux réalités latino-américaines. Et là, dans le problème concret du développement, je suis persuadé que nous pouvons tous nous rencontrer. C'est ce troisième chemin dont je parlais, celui du développement, qui pourra réunir les trois forces : celle de droite, réactionnaire, celle de gauche, révolutionnaire et même marxiste, et celle du centre, à laquelle j'appartiens plutôt, avec ma génération.

» Nous nous trouvons à un carrefour. Le développement est ce carrefour où les trois forces actives de l'Amérique latine peuvent se rencontrer. C'est également à ce carrefour que nous rencontrons, d'une part les autres pays qui constituent le Tiers Monde, l'Afrique, l'Asie et, d'autre part, les pays riches, notamment les Etats-Unis.

» Nous ressentons très fort nos

liens avec les autres pays sous-développés, dont nous partageons les conditions et les aspirations, mais nous sommes également très liés politiquement, et surtout économiquement, aux Etats-Unis.

» Après la politique du « big stick », des menaces, pratiquée par les Etats-Unis au début du siècle, et puis celle du « good neighbour », du bon voisinage, après la première guerre mondiale, le réalisme des Américains les a amenés à la politique du « good business », des bonnes affaires, très mêlée de considérations politiques. Nous avons été absorbés dans l'orbite commerciale des Etats-Unis, car nous avions besoin de capitaux, et nous sommes devenus leur satellite contre notre gré. Cette satellisation a très vite entraîné chez nous une véritable haine contre les Etats-Unis. Naturellement, ce sentiment anti-américain est actuellement renforcé par la guerre au Vietnam, que nous considérons comme immorale, monstrueuse. Les Etats-Unis ne comprennent pas qu'une pseudo-victoire au Vietnam sera en réalité une défaite pour eux.

— Vous avez sans doute connu, et vous avez présent à l'esprit, le message adressé au Tiers Monde par quelques évêques de pays en voie de développement. On a généralement retenu de ce message que le recours à des moyens violents pouvait trouver une justification dans la légitime défense des victimes de « la guerre subversive de l'argent ». Sur les dix-huit évêques qui ont signé ce texte, il y a dix évêques brésiliens. A votre avis, est-ce beaucoup ou pas beaucoup ?

— C'est beaucoup. Même si les signataires ne sont que quelques-uns parmi les plus connus, les plus jeunes, les plus dynamiques des évêques brésiliens, deux tiers des autres, tout en se montrant plus prudents et réservés, ont de la sympathie pour eux et pour leurs idées. Un autre tiers, environ, est composé d'évêques plus en retrait, sans parler de quelques-uns qui sont explicitement hostiles à toute évolution et qui, non sans intelligence, ont une certaine influence, notamment à Rome.

— Ce message des évêques au Tiers Monde est dans la ligne de Populorum progressio, mais il va au-delà. Notamment, il développe l'encyclique qui exclut le recours à la révolution violente, sauf... Que pensez-vous de l'exégèse qu'il fait de cette phrase ?

— La phrase de l'encyclique sur la violence est absolument dans le



sens de la plus ancienne tradition philosophique et théologique de l'Eglise. Saint Thomas dit très explicitement que la violence en soi est moralement indifférente. Saint Thomas ne parle pas de révolution, puisque le mot n'existait sans doute pas, mais de la transformation violente des régimes : si un excès de pouvoir, si la tyrannie rendent impossible la vie politique, et donc le bien commun, alors un mouvement révolutionnaire violent peut être justifié.

» Saint Thomas met des conditions à l'emploi de la violence, et c'est exactement la position de *Populorum progressio*. Le pape dit que la révolution arrivera, on peut dire presque nécessairement, si le bien commun est menacé à un tel point qu'une évolution pacifique est impossible.

— Le conditionnel de Paul VI semble traduit, dans le message des évêques au Tiers Monde, par un indicatif présent...

— ... Pour le chrétien, il s'agit de savoir s'il existe *hic et nunc* une exploitation des classes pauvres par les classes riches, un ordre social injuste, une tyrannie policière. C'est une question de jugement de circonstance.

— Précisément, ne peut-on pas dire que dans leur message au Tiers Monde les évêques signataires portent ce jugement de circonstance, en disant que les conditions sont réunies qui peuvent justifier la légitime défense violente ?

— Les évêques se placent à un autre niveau que l'encyclique et, à ce niveau, ils vont sans doute plus loin qu'elle. L'encyclique se place à un niveau général, et c'est normal. Les évêques partent du principe énoncé par l'encyclique : quand certaines conditions sont réalisées, le peuple a le droit de recourir à la violence, puis ils passent au jugement de circonstance. Ils regardent ce qui se passe au Brésil, en Amérique latine, dans le Tiers Monde en général, et ils estiment que les conditions sont telles que vraiment la violence ne peut pas être moralement condamnée.

» Je ne pense pas qu'ils en disent plus. Ils n'invitent ni, encore moins, recommandent à personne de prendre les armes ou le maquis. Ce n'est pas leur rôle : ils ne sont pas des hommes d'action. Ils constatent un état de fait. Je les suis jusque là. Les conditions sont telles, surtout dans certaines régions, qu'il n'est pas moralement condamnable de passer à l'action.

— Cette problématique de révo-

lution et de violence dont nous parlons préoccupé de plus en plus les Eglises chrétiennes, et notamment les théologiens. Vous revenez de Rome où vous avez assisté à la deuxième assemblée plénière de la commission pontificale Justice et Paix. Est-ce que, au sein de cette commission, on se préoccupe aussi de cette problématique, et dans quel sens ?

— Je crois que nous sommes encore trop « verts ». Nous ne savons pas encore ce que nous pouvons et devons faire. Dans nos deux réunions de cette année nous avons surtout tâté le terrain, pour établir nos rapports avec d'autres institutions semblables à la nôtre, et avec celles de la curie.

» Créés par une encyclique, nous sommes dans une situation absolument exceptionnelle. Comme le pape nous l'a dit au mois d'avril : « Vous êtes placés au sommet spirituel du concile. » C'est par un vœu du concile que cette commission a été créée, mais nous nous trouvons au sein de la curie et notre première tâche est de nous définir nous-mêmes.

» Tout d'abord, c'est une commission d'étude et non pas d'action. C'est un organe de documentation, d'orientation, qui recevra des rapports et élaborera de grandes directives.

» Avant tout, nous devons stimuler la création de commissions nationales, essentielles pour le fonctionnement de la commission romaine. Elles n'en sont pas dépendantes — elles ne sont même pas créées par elle, mais par les conférences épiscopales — et elles doivent avoir une grande autonomie, et aussi une grande diversité.

» Il y a une vingtaine d'années, c'était surtout la différence entre l'Orient et l'Occident, entre pays socialistes et pays démocratiques, qui préoccupait l'Eglise. Depuis Jean XXIII c'est plutôt la différence entre pays développés et pays sous-développés, comme le souligne *Populorum progressio*. Notre commission romaine peut être un lien efficace entre les uns et les autres. Mais il faut que le mouvement parte de la périphérie vers le centre.

» C'est ainsi que pour la commission brésilienne j'ai proposé quelques noms, parmi lesquels des radicaux très avancés. Il nous faut des gens compétents, des techniciens, même s'ils ne sont pas catholiques, qui jouissent d'une vraie liberté d'action, sous la présidence d'un laïc.

» A cet égard, je reprocherais à la commission pontificale d'être trop timide. Il y a trop de membres ve-

nant des pays développés, trop d'universitaires, trop d'hommes d'Eglise... Certains parmi nous disent : « Oh, il ne faut pas aller trop loin, trop vite. Il faut être circonspect... » Il y a toujours des immobilistes, des conservateurs, pour dire que c'est une commission inutile, préjudiciable à la tâche de l'Eglise, qui fera double emploi avec des organisations existantes, qui se mêlera de politique...

» Moi, je crois qu'il faut suivre les conseils du pape, qui nous a appelés « le coq du clocher », et presser notre pas. Et c'est à partir de la périphérie, des commissions nationales, et même régionales, que la commission centrale pourra recevoir son dynamisme. Je doute, toutefois, qu'elle puisse se dynamiser, dans l'état actuel des choses, autant que nous le voudrions. Je me trompe peut-être...

— Pouvez-vous dire si le message des évêques au Tiers monde, dont nous parlions tout à l'heure, a eu quelque écho au sein de la commission ?

— Non, aucun.

— Peut-on penser que ce genre de document pourrait être assumé éventuellement par la commission pontificale ?

— Il le faudrait. Mais, pour le moment, c'est impossible. On en parle dans les coulisses, mais en réunion on dit : « Non, ce n'est pas notre affaire. Il faut rester en dehors de cette lutte, de ces disputes. »

— Pour terminer, je voudrais vous faire part d'un sentiment de déception dont les échos commencent à nous provenir. La première assemblée de la commission Justice et Paix, au printemps, avait retenu l'attention : on la voyait décidée à entreprendre une action énergique pour mobiliser les chrétiens au service de la justice et de la paix. La deuxième assemblée, n'a pas eu le même impact : on attendait quelque chose de prophétique. On a l'impression d'avoir un rouage ecclésiastique de plus. Qu'en pensez-vous ?

— Vous avez tout à fait raison. C'est exactement mon avis. Ou bien la commission se transformera et deviendra quelque chose de plus prophétique, comme vous le dites, ou bien elle sera une commission parmi d'autres, au risque de se perdre dans l'engrenage de l'institutionnalisme. Je partage votre déception. Je n'ai pas peur de le dire publiquement. Il y a une boutade qui dit : « Quand on ne veut pas prendre une décision on nomme une commission pour étudier la question. » Ce danger nous guette...